

La voix de l'Opposition de gauche

A propos du Conseil national du PS du 18 juillet.

19 juillet 2012

Les "godillots" d'un régime bonapartiste qui leur va comme un gant tout neuf.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et son ex-rivale pour Matignon, la Première secrétaire Martine Aubry, ont affiché leur unité mercredi au conseil national du PS, en invitant Benoît Hamon à rejoindre leur texte majoritaire d'ici le congrès à l'automne.

Sans surprise, leur "*contribution générale*" a été signée par une immense majorité des cadres du PS (88% des parlementaires, 77% des secrétaires nationaux, 90% des présidents de conseils régionaux, d'après un proche de Martine Aubry), ainsi que par tous les ministres socialistes sauf deux, Arnaud Montebourg, qui n'a rien signé, et Benoît Hamon.

Ce dernier a fait bande à part en soutenant le texte de ses amis de l'aile gauche du PS, particulièrement hostiles au traité européen de discipline budgétaire, que le Parlement devrait examiner à la rentrée.

Le Premier ministre et la maire de Lille avaient pourtant invité tous les ministres et dirigeants du parti à signer leur texte, exclusivement.

"*J'ai eu une discussion avec lui*", a dit M. Ayrault, interrogé sur l'initiative de Benoît Hamon. Avant de prévenir: "*Il est membre du gouvernement. Je souhaite que nous soyons tous rassemblés au moment où l'on soumettra une motion au vote des militants (lors du congrès)*".

"*Le Parti socialiste n'est pas un parti godillot, comme je l'ai lu quelque part. Nous sommes un parti de débat, mais sur l'essentiel, où sont nos différences et nos divergences?*", s'est-il interrogé.

"*Je n'ai eu que des conversations constructives avec le Premier ministre*", a commenté Benoît Hamon arrivant un peu plus tard avec des députés de son courant "*Un monde d'avance*" (UMA).

"*On verra*", a-t-il répondu à la question d'une éventuelle motion de son courant d'ici le 12 septembre, date du conseil national qui enregistrera le dépôt des textes soumis au vote des militants. Cette question fait débat au sein de son courant, qui ne présentera pas en revanche de candidat au poste de Premier secrétaire.

"*Nous voulons apporter une contribution utile à François Hollande et la gauche européenne*", a poursuivi le ministre de l'Economie solidaire, précisant que le texte de ses amis était signé par 27 parlementaires français et 23 députés "*de la gauche du SPD*", dont certains se sont opposés en Allemagne à la ratification du traité européen.

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, ex-candidat à la primaire, a aussi fait pression sur son collègue: "*Sa contribution n'est pas une surprise, mais enfin, vu les difficultés du pays, les effets de la crise, les attentes des Français, il est très important que chacun se rassemble, et Benoît y participera*". (AFP 18.07)

Nous n'en doutons pas un seul instant, contrairement au POI qui entretient le suspens, ce qui en soi est du domaine de la fabulation ou de la manipulation. On y revient plus loin.

Hamon n'a pas perdu le nord ou "ses idées", non, il est ministre !

"Je salue le fait que c'est le seul ministre qui a assumé qu'il n'avait pas perdu ses idées, et qu'il était prêt à les défendre avec ses amis au sein du PS tout en étant pleinement dans l'action gouvernementale et solidaire", a déclaré sur iTélé Mme Lienemann, signataire avec Benoît Hamon de la contribution d'"Un monde d'avance".

Mme Lienemann signe également une autre "contribution, peut-être un peu plus raide, sur la question de l'Europe", a-t-elle rappelé, répétant son opposition au prochain traité budgétaire européen que la France doit ratifier. (AFP 18.07)

Ils sont comme Fabius et Cazeneuve qui avaient voté non en mai 2005 pour se retrouver ministre d'un président et d'un Premier ministre ayant voté oui et prêts à ratifier le TSCG.

Mais il y en a pour marcher dans la combine.

Le POI consacre une partie de la deuxième page de son hebdomadaire (IO n°209) à la déclaration de la sénatrice Lienemann, même qu'elle a le droit à sa petite photo dans leur journal. Qui oserait remettre en doute le fonctionnement démocratique du PS, qui oserait prétendre qu'il n'existe pas en son sein un véritable courant de gauche ? Qui oserait prétendre qu'un parti disposant d'un tel courant ne serait plus un parti ouvrier ? Et la boucle est bouclée. Qui s'emploie (en permanence) à redorer le blason du PS dont la principale fonction consiste à assurer la stabilité du régime ? Pour qui et pour quoi roule le POI ? Devinez.

Etait-ce un hasard si Informations ouvrières consacre quatre articles à PSA sans prononcer une seule fois le mot d'ordre de grève illimitée avec occupation ?

La ligne politique de ce parti est simple à comprendre, elle se résume à appeler à l'unité des organisations ou des partis dits ouvriers en s'adressant à leurs dirigeants, dont ceux du PS. Autrement dit, l'unité des traîtres ou des vendus au capital et au régime, qui devraient prendre la direction de la mobilisation des masses sur n'importe quelle revendication, ce qui implique qu'ils oeuvreraient sincèrement et loyalement pour la faire aboutir, en réalité pour mener cette mobilisation dans une impasse afin que le gouvernement puisse appliquer sa politique.

C'est cette politique de soumission aux appareils appliquée avec constance pendant 70 ans qui nous a conduit là où nous en sommes, et qui a notamment conforté les directions syndicales pourries que le POI soutient. Ainsi, dans ce numéro d'Informations ouvrières ne cherchez pas la prise de position de Mailly sur PSA, vous ne la trouverez pas, et pour cause !

Par contre, quand il s'agit de leur fond de commerce commun, ils se font plus prolixes. Mailly est cité avantageusement dans deux articles, "*Rigueur en France également pour les fonctionnaires*" et "*La négociation sur la flexibilité et les accords compétitivité-emploi est-elle enterrée ?*", dans ce dernier qui revient sur le traitement réservé aux travailleurs du secteur privé lors de la conférence antisociale des 9 et 10 juillet dernier il cite le passage où Mailly a dit "*Il y a déjà assez de flexibilité*", comme si c'était un acquis ou une situation avec laquelle il faudrait s'accommoder, sans s'engager à la combattre, sinon que serait-il venu faire à cette conférence en présence de Parisot ?

Alors qu'un syndicat a appelé à la grève illimitée avec occupation, SUD, et qu'il était suivi par des centaines de salariés de PSA dès l'annonce le 12 juillet des 8.000 suppressions d'emplois, (on va jouer les idiots) comment comprendre qu'au lieu de soutenir cette initiative, de la reprendre à son compte, le POI préfère choisir le camp des capitulards, car c'est bien ce que recouvre son appel à l'unité, avec qui, le syndicat maison, la CFDT, la CFTC, la CGC qui se sont prononcés pour accompagner la fermeture inévitable d'Aulnay selon eux, l'unité avec qui, Hollande, Ayrault, Montebourg, Sapin, le PS soumis aux actionnaires de PSA ou plutôt qui incarne leurs intérêts, leurs satellites, qui pour rejeter le plan de la direction devraient rompre avec le capitalisme et sa logique purement financière.